

IL SUFFIRAIT...

Bien sûr, d'aucuns s'en tiendront à ces propos acerbes d'un Andy Warhol : « *Acheter est bien plus américain que penser* ». Les autres opteront pour l'aphorisme de Georges Bernard Shaw : « *Les Américains sont heureux quand ils peuvent ajouter une maisonnette à leur garage* ». Mille raisons, donc, d'exécrer cette nation dominatrice, arrogante, sourde aux subtilités du murmure des hommes, qui oublie que la finance est au service du développement économique. À la réflexion, il est assez légitime de remettre en cause cette idée suivant laquelle l'Amérique peut et doit prendre en main la destinée planétaire au nom de la sécurité et de la prospérité pour tous. Mais il est tout aussi légitime d'affirmer que la « jeunesse » de l'Amérique est sa plus ancienne tradition, et dure maintenant depuis trois siècles. Une « jeunesse » qui ne cesse d'étonner, creuset de tous les désirs de créer, et de toutes les initiatives qui s'y trouvent en excitation perpétuelle. Au reste, l'économie du Nouveau Monde vient de traverser les six mois les plus dynamiques depuis 2003. Le PIB est en hausse de 3,9 % au troisième trimestre, après une progression de 4,6 % au deuxième. Nous disons surtout que la raison nous commande, à nous autres Européens, non point de dénoncer sa puissance mais d'en comprendre les ressorts intimes, de l'imiter dans ce qu'elle a de meilleure. De cet effort secret contre soi-même qui façonne et modifie celui qui l'exerce, de cette rigueur toujours plus exigeante, qui ne craint rien tant que cet amateurisme qui l'indispose. C'est bien cette puissante volonté qui invente et s'impose qu'il faut inoculer au Vieux Continent qui peine à retrouver le désir et la croissance. D'un côté, l'impressionnante performance du commerce extérieur, l'essor du secteur manufacturier, et pour la première fois depuis 2008, un taux de chômage qui passe sous les 6 % de la population active. De l'autre, une décennie de croissance faible, d'inflation basse, et de rêves évanouis... Deux mondes...

I. L'EUROPE, EN DANGER, EST UN DANGER POUR TOUS

Et ce dernier doit à la fois se souvenir et se réinventer sous peine de disparaître.

Se souvenir, c'est être capable de narrer sa propre histoire, et d'en faire un ciment pour les générations futures. À cet égard, force est de reconnaître que nous n'avons pas su bâtir une mémoire collective. Le centenaire de la Grande Guerre aurait pu, pourtant, constituer l'occasion de « se raconter », et d'honorer la mémoire de millions de morts tombés sur les ruines des empires effondrés. Une occasion ratée, tant la mollesse des uns, et le manque d'imagination des autres, empêchaient toute célébration d'ampleur. L'identité européenne attendra.

Se réinventer aussi pour retrouver l'inventivité, la créativité de nos pères, et la confiance en l'avenir car ceux qui s'approchent de l'ombre finissent par y ressembler. Des réformes incomplètes, une productivité du travail insuffisante et de trop faibles efforts déployés en matière de recherche et de développement nous éloignent, chaque jour davantage, d'un progrès durable et partagé. L'émergence d'une classe politique neuve, courageuse, et dotée d'un inébranlable idéal européen est une autre nécessité. En somme, un courant d'air frais qui se répand dans un corridor fermé depuis des siècles, et qui transforme en richesses nouvelles tout ce qui dormait, s'amasait, ou se décomposait. Les plus pessimistes le diront sans doute : infaisable ! Impensable ! La peste noire au milieu du XIV^e siècle tua, semble-t-il, vingt-cinq millions d'individus sur les soixante environ que comptait l'Europe. L'impensable a déjà été vécu...

Pour l'heure, chacun tente, dans un contexte économique dégradé, de tirer la couverture à lui rappelant

ces propos de Winston Churchill : « *Nous sommes avec l'Europe, mais non de l'Europe* ». Il est vrai que la déflation n'est plus ce spectre lointain, mais un risque réel qui menace l'ensemble des économies. La croissance de la zone n'a été que de 0,2 % au troisième trimestre. Les prix, un peu partout s'effondrent – + 0,7 % en Allemagne le mois dernier ; + 0,2 % en Espagne pour le quatrième mois consécutif – et la tendance ne devrait pas s'inverser. Quant au chômage, il atteint 11,5 %, et fragilise un tissu social qui menace de rompre à chaque instant. Reconnaissons, cependant, que les efforts payent. Un reflux du chômage se confirme en Espagne, repassant sous les 24 %. La réforme du marché du travail, et la modération salariale négociée cette année par les partenaires sociaux, n'y sont pas étrangères. Une réforme qui devrait être méditée par tous, y compris par ceux qui refusent les plans d'austérité, nécessairement draconiens, la consolidation budgétaire et finalement le respect des traités. En vérité, ils souhaitent une politique monétaire franchement bienveillante, pour ne pas dire accommodante, afin de faire oublier un peu ces embarrassantes réformes réclamées, pourtant par les voies les plus autorisées. La Chancelière allemande, fidèle à ses principes, vient de le rappeler. « *Je ne vois pas de contradiction entre des budgets serrés et la croissance* ». À bon entendeur, salut !

II. L'INVESTISSEMENT EN PANNE

Un message auquel nous devrions réfléchir, car nous ne pouvons pas continuer de la sorte. Mois après mois, notre situation d'ensemble se fragilise et provoque des fêlures sociales dont rien ni personne ne peut prédire l'avenir. Tous les moteurs, ou presque, sont au point mort. Le PIB a progressé de 0,3 % au troisième trimestre, après avoir stagné au premier, et reculé de 0,1 au second. Trop faible, beaucoup trop faible, pour assurer des créations d'emplois en grand nombre et propager les hormones de la confiance dans un pays gagné par le doute et l'attentisme. Au mois de septembre, la production industrielle est restée étale alors qu'elle a nettement redémarré Outre-Rhin. En six ans, elle a chuté de 16 % ! Aussi bien les ménages que les entreprises sont « contaminés » : l'investissement est en panne. S'ajoutent à cela des handicaps structurels bien connus de tous : l'inquiétante faiblesse du taux de marge des entreprises, un commerce extérieur qui se détériore malgré la dépréciation de l'euro observée depuis le mois de mai, le niveau de notre dépense publique enfin,

sans commune mesure avec celle de l'Allemagne, notre premier partenaire commercial. Spécificité budgétaire Hexagonale, qui a tout lieu d'entretenir la morosité et un certain désespoir pour tous ceux qui s'alarment du déclin français.

Ce trop rapide panorama d'ensemble n'est pas sans conséquences sur la confiance des investisseurs étrangers : seuls 12 % des dirigeants de filiales françaises estiment que leur maison-mère a une perception « positive » de notre pays. Un résultat qui traduit une chute continue de notre image : ils étaient 56 % en 2011, 22 % en 2012, et 13 % en 2013. Désormais, et ceux qui nous gouvernent doivent le comprendre, il ne faut pas être « bon » il faut être le « meilleur », car nos voisins et concurrents se sont considérablement améliorés. De façon plus générale, nous récoltons au niveau international le fruit d'une politique désordonnée, insécurisante pour les investisseurs. Notre projet de loi de finances rectificative en porte la marque : quelques impôts en plus, pas de nouvelles réformes, mais des dérapages imprévus à financer davantage par des recettes que par des économies sur les dépenses, comme le souhaite Bruxelles avec raison.

Au terme d'une première moitié de mandat, sanctionnée par une impopularité record, mais qui semble sans fond, le président de la République tergiverse là où il faudrait trancher. Un grand quotidien du soir ⁽¹⁾ écrivait voilà peu : « *François Hollande n'a mis sur la table, pour les deux ans qui viennent, que quelques mesurette étriquées. L'incantation réformatrice ne démontre ni une volonté ni une pédagogie du changement* ».

Mais rien n'interdit de penser qu'il pourrait en être autrement. Il suffirait pour cela d'engager une véritable réforme des retraites qui fasse converger les différents régimes, de s'attaquer résolument aux dépenses des collectivités locales, d'en finir avec cette politique court-termiste d'emplois aidés, inefficace et coûteuse, de revoir enfin le cadre général du contrat de travail trop complexe, qui constitue un frein notable à l'embauche. Il suffirait...

Oui, il y a un débat légitime sur l'urgence et l'intensité des changements à conduire. Pour l'heure, les chefs d'entreprise ont fait montre de pédagogie et de raison, malgré les obstacles et les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Fasse que ce gouvernement, par son indécision, ne donne pas la parole à tous ceux que la passion domine...

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram
75 854 Paris cedex 17
<http://www.uimm.fr>
e-mail: uimm@uimm.fr